

l'Île-du-Prince-Édouard. On y retrouve beaucoup de bonnes exploitations agricoles familiales qui cultivent des pommes de terre ou du foin ou qui élèvent des porcs.

Les intéressés m'ont signalé qu'ils comptent sur les céréales de l'Ouest car, même s'ils cultivent 80 p. 100 environ des céréales fourragères utilisées sur l'île, ils ont quand même besoin des céréales de haute qualité venant de l'Ouest.

Je me suis entretenu avec le président de la Dover Flour Mills à plusieurs reprises. Il m'a signalé que le chiffre d'affaires de la société avait baissé de quelque 20 p. 100. En fait, la société perd tous les marchés concurrentiels du monde à la suite de la perte des subventions en question et de la hausse du cours du dollar. Elle doit s'en remettre aux projets de l'ACDI. Le Canada réduit ses subventions alors même que les États-Unis décident d'en verser à leurs agriculteurs.

Selon le gouvernement, l'Accord de libre-échange devait être profitable pour le Canada, car il était censé ouvrir les marchés agricoles, aux produits canadiens. Les Américains prônent officiellement la disparition des subventions, mais en privé, certains représentants du gouvernement américain m'ont dit—et je suis persuadé que le gouvernement est au courant—que les subventions demeureront élevées et augmenteront même peut-être.

Nous avons vu comment les Américains s'attaquent à notre agriculture. Ils en ont appelé au GATT afin de permettre l'entrée de leurs produits laitiers au Canada. Les Américains ont recours à des droits compensateurs et à des tactiques de harcèlement afin d'empêcher les Canadiens d'écouler leur porc sur leurs marchés et ils menacent de s'en prendre à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, du moins si le gouvernement n'en abroge pas les dispositions lui-même.

Qu'avons-nous fait en réponse? Qu'a fait le Canada lorsque George Bush a réclamé, dans le budget qu'il a présenté, des subventions de quelque 900 millions de dollars pour soutenir les exportations américaines de céréales et s'emparer ainsi de nos marchés habituels? L'URSS a signifié son intention d'acheter quelque 12 millions de tonnes de céréales cette année et les États-Unis ont annoncé leur décision de subventionner jusqu'à trois millions de tonnes de céréales destinées au marché soviétique. Cette décision a une incidence directe sur notre marché. Qu'a fait le gouvernement? Rien. Le gouvernement surveille la situation.

Y a-t-il quelque chose de logique dans cette attitude? Rien si vous croyez en l'égalité des chances pour les Canadiens de toutes les régions du pays. Si vous croyez qu'il faut maintenir et promouvoir l'existence de localités

viables dotées d'industries rentables dans toutes les régions du Canada. D'ailleurs, le gouvernement adopte une position carrément contre-indiquée, tout simplement contraire à la viabilité et à la santé de notre économie.

C'est une plaisanterie de la part d'un gouvernement et d'un parti qui sont censés avoir les réponses aux problèmes économiques de notre pays. Ses réponses font peut-être l'affaire des Conrad Black de ce monde parce qu'elles leur permettent de s'emparer d'une part toujours plus grande de la richesse nationale, mais elles ne font certes rien pour le simple citoyen.

Au demeurant, je trouve cela insultant et je suis sûr que bien des Canadiens pensent comme moi lorsqu'ils entendent le ministre des Finances dire que nous venons de traverser une époque prospère. Je crois que la plupart considèrent que le succès d'un pays ne se mesure pas au nombre de ses millionnaires, de ses stades couverts et de ses citoyens assez riches pour se payer des vacances dans des endroits exotiques.

Je crois plutôt que la majorité des Canadiens mesurent le succès d'un pays à la rareté des sans-abri, des gens vivant en-deçà du seuil de la pauvreté et des clients des banques alimentaires. Voilà comment il faut mesurer le succès d'un pays. Si on se sert de cette mesure pour évaluer les états de service du gouvernement, il saute aux yeux qu'il a échoué lamentablement, non pas en ce qui concerne les Conrad Black du Canada, mais les citoyens ordinaires.

• (1620)

Pourtant, le gouvernement n'hésite pas à retirer quelque 27 millions de dollars par année et environ 250 emplois directs des Maritimes. Comme on l'a dit plus tôt, les répercussions indirectes seront beaucoup plus vastes dans tous les coins des Maritimes. En outre, on m'a informé que la ligne du CP qui se rend à Saint John ne sera peut-être plus utilisée elle non plus, maintenant que le silo de Saint John est fermé et qu'il n'y aura plus de transport de grain à cet endroit.

Non seulement ce projet de loi nuira aux Maritimes, mais il aura également des conséquences dans le pays tout entier. Les installations de Port McNicoll, en Ontario, ont été fermées. Lorsque j'ai parlé avec des représentants de la Commission canadienne du blé il y a quelques jours, ceux-ci m'ont dit qu'ils expédiaient autrefois quelque 300 000 tonnes de grain par année par le seul port de Halifax. Ils n'en expédient plus qu'environ 100 000 tonnes par année et cette quantité risque de tomber à zéro. Ils sont inquiets, car si on ferme le port de Halifax—maintenant que celui de Saint John est fermé—il n'y aura plus de ports libres de glaces sur la côte est.